



DOMINIQUE LORMIER  
**LA GESTAPO  
ET LES FRANÇAIS**



Pygmalion

Extrait de la publication

# DOMINIQUE LORMIER

## LA GESTAPO ET LES FRANÇAIS

*Historien et écrivain, membre de l'Institut Jean Moulin, prix de la Légion d'honneur, Dominique Lormier est l'un des meilleurs spécialistes de la Seconde Guerre mondiale.*

Cet ouvrage captivant, reposant sur des archives et des témoignages souvent inédits, offre un panorama complet et détaillé de la Gestapo en France. Cette police secrète d'État du régime nazi, chargée de lutter contre les ennemis politiques, de traquer les Juifs et les résistants, regroupa une vingtaine d'antennes régionales et une centaine d'antennes départementales. On découvre ici l'implantation massive de cette organisation, forte de 2500 agents allemands, 6000 agents français et 24000 informateurs. Le bilan de leur action demeure effrayant: 300 000 arrestations, 30 000 fusillés, 88 000 déportés politiques et résistants dont 35 200 morts en camps, 25 000 FFI tués au combat, 76 000 Juifs déportés dont seulement 2 280 sont revenus.

On découvre en outre comment la Résistance, bien que durement frappée, mit en échec l'une des principales missions de la Gestapo.

Enfin, l'auteur s'attarde longuement sur la sanglante retraite de cette police secrète, ainsi que sur la manière honteuse dont la Justice a bâclé son action: les principaux chefs gestapistes, quoique coupables d'innombrables crimes, devinrent après la guerre des notables respectés, des juges, des policiers, de hauts fonctionnaires, voire des agents des services secrets alliés, notamment, des États-Unis.

Pygmalion

Extrait de la publication

# LA GESTAPO ET LES FRANÇAIS

## DU MÊME AUTEUR

- L'Italie en guerre 1915-1918*, Éditions Ulysse, 1986.  
*Les Guerres de Mussolini*, Jacques Grancher, 1988.  
*Connaître les châteaux du Périgord*, Éditions Sud-Ouest, 1989.  
*La Résistance dans le Sud-Ouest* (préface de Jacques Chaban-Delmas), Éditions Sud-Ouest, 1989.  
*L'Épopée du corps franc Pommiès*, Jacques Grancher, 1990.  
*Le Sud-Ouest mystérieux*, Éditions Sud-Ouest, 1990.  
*L'Affaire Grandclément*, Éditions Sud-Ouest, 1991.  
*Le Livre d'or de la Résistance dans le Sud-Ouest*, Éditions Sud-Ouest, 1991.  
*Bordeaux pendant l'Occupation*, Éditions Sud-Ouest 1992.  
*Les Contes populaires de toutes les Pyrénées*, Éditions Sud-Ouest, 1992.  
*Les Grands Crimes du Sud-Ouest*, Éditions Sud-Ouest, 1993.  
*Les FFI au combat*, Jacques Grancher 1994.  
*Souvenirs de la guerre 1939-1945*, Éditions Sud-Ouest, 1995.  
*La Montagne de lumière* (roman), Lucien Souny, 1995.  
*Gabriele D'Annunzio en France 1910-1915*, Éditions J/D, 1997.  
*Mussolini*, Éditions Chronique, 1997.  
*Rommel*, Éditions Chronique, 1998.  
*La Poche du Médoc 1944-1945*, Éditions CMD, 1998.  
*Jacques Chaban-Delmas*, Éditions CMD, 1998.  
*Bordeaux et Arcachon à la Belle Époque*, Éditions CMD, 1998.  
*Bordeaux brûle-t-il ? La libération de la Gironde 1940-1945*, Les Dossiers d'Aquitaine, 1998.  
*Biarritz à la Belle Époque*, Éditions CMD, 1998.  
*Les Corridas de Bayonne*, Éditions CMD, 1999.  
*Bordeaux, la base sous-marine 1940-1944*, Éditions CMD, 1999.  
*Bernadette Soubirous*, Éditions CMD, 1999.  
*Les Échassiers des Landes*, Éditions CMD, 1999.  
*Périgord, l'aventure de la Préhistoire*, Éditions CMD, 1999.  
*Périgord, histoire de la truffe*, Éditions CMD, 1999.  
*Histoire de la France militaire et résistante*, Le Rocher, 2000.  
*Aquitaine, histoire de la Résistance*, Éditions CMD, 2000.  
*Limousin, histoire de la Résistance*, Éditions CMD, 2001.  
*Orthon le farfadet et autres histoires mystérieuses de l'Aquitaine*, Le Rocher, 2001.  
*Jean-Pierre Schnetzler, itinéraire d'un bouddhiste occidental*, Desclée de Brouwer, 2001.

*suite en fin d'ouvrage*

DOMINIQUE LORMIER

LA GESTAPO  
ET LES FRANÇAIS



Pygmalion

Sur simple demande adressée à  
Pygmalion, 87 quai Panhard et Levassor, 75647 Paris Cedex 13,  
vous recevrez gratuitement notre catalogue  
qui vous tiendra au courant de nos dernières publications.

---

© 2013, Pygmalion, département de Flammarion  
ISBN 978-2-7564-0967-2

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5 (2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

*À la mémoire de  
toutes les victimes de la Gestapo.*

*« Aujourd'hui, jeunesse, puisses-tu  
penser à cet homme, Jean Moulin,  
comme tu aurais approché tes mains  
de sa pauvre face informe du dernier jour,  
de ses lèvres qui n'avaient pas parlé ;  
ce jour-là, elle était le visage de la France. »*

André MALRAUX



## I

# CRÉATION ET ORGANISATION DE LA GESTAPO

En janvier 1933, lors de l'arrivée au pouvoir d'Hitler en Allemagne, le parti nazi met peu à peu en place une politique de répression contre tous les opposants au nouveau régime, par l'écartement, l'internement et l'élimination, en dehors de tout cadre légal.

La Gestapo, abréviation de *Geheime Staats-Polizei*, à savoir Police secrète d'État, est officiellement fondée le 26 avril 1933 par un décret prononcé par Hermann Goering, ministre de l'Intérieur de la Prusse dans le premier gouvernement d'Hitler. Dans la foulée, la Gestapo, dont les activités sont au début limitées à Berlin, ouvre un bureau dans chaque district prussien et met en place, dès le mois de juin, un réseau de surveillance de l'opinion publique. Elle démantèle l'organisation clandestine politique du Parti communiste et enquête sur les activités de la SA (*Sturmabteilung*), Section d'assaut, branche paramilitaire du nazisme, en conflit avec sa rivale, la SS (*Schutzstaffel*), Troupes de protection.

Les 200 premiers membres de la Gestapo sont des policiers et des militants nazis, fidèles à Goering. Le siège central se trouve à Berlin, au n° 8 de la Prinz-Albrechtstrasse. Police secrète qui doit se fondre dans la population, la Gestapo se crée une tenue vestimentaire civile devenue célèbre avec le manteau de cuir noir et le chapeau à large bord. Elle multiplie les arrestations et les assassinats contre les opposants de tous bords, si

bien que Goering peut déclarer avec fierté en 1934 : « Pendant des semaines, j'ai travaillé personnellement à la réorganisation pour arriver à créer, moi seul, de mon propre mouvement et de ma propre initiative, le service de la Gestapo. Cet instrument, qui inspire une profonde terreur aux ennemis de l'État, a puissamment contribué au fait qu'on ne peut plus parler aujourd'hui d'un danger communiste ou marxiste en Allemagne ou en Prusse<sup>1</sup>. »

La Gestapo est secondée dans ses tâches répressives par 50 000 auxiliaires de police, nommés par Goering dès février 1933, comprenant 25 000 membres des SA, 10 000 membres des SS et 15 000 membres des *Stahlhelm* (nationalistes de l'organisation des Casques d'acier).

Pendant que Goering organise la Gestapo en Prusse, Heinrich Himmler, chef des SS, prend le contrôle des polices des autres États allemands. En mars 1933, il est nommé préfet de police de Munich, puis, le mois suivant, président de la police de Bavière. Durant les mois qui suivent, il parvient à réunir sous ses ordres les polices de Hambourg, du Mecklembourg, de Lübeck, de la Thuringe. Au printemps 1934, il dirige toutes les polices allemandes à l'exception de celle de la Prusse. Devenu ministre de l'Air, Goering va devoir céder la Gestapo à son rival, Himmler, qui unifie toutes les polices allemandes. Ce dernier étend ainsi le champ d'action de la Gestapo à toute l'Allemagne.

La loi du 17 juin 1936, sur décision d'Hitler, confie officiellement la Gestapo à Himmler, qui devient le chef de toutes les polices allemandes. La Gestapo et la Police criminelle (*Kriminalpolizei* ou Kripo) forment la Police de Sûreté (*Sicherheitspolizei* ou Sipo). La Sipo est chargée de lutter contre les ennemis de l'État, avec la Kripo qui « poursuit les individus qui par suite de dégénérescence physique ou morale sont séparés de la communauté populaire et qui violent, dans leur intérêt particulier, les dispositions prises pour préserver l'intérêt général », tandis que la Gestapo s'occupe « des individus qui, comme mandataires des ennemis du peuple allemand national-socialiste,

---

1. Archives du procès de Nuremberg du centre national Jean Moulin, Bordeaux.

## *Création et organisation de la Gestapo*

veulent détruire l'unité nationale et anéantir la puissance de l'État<sup>1</sup> ».

Dirigée de 1936 à 1945 par Heinrich Muller, la Gestapo est organisée en cinq puis huit départements, comportant plusieurs sections :

– Département A : adversaires du nazisme (A1 : organisations communistes ; A2 : contre-sabotage et sécurité générale ; A3 : réactionnaires, libéraux, monarchistes, émigrés ; A4 : service de sécurité, prévention des attentats).

– Département B : églises, sectes religieuses, Juifs et francs-maçons (B1 : catholicisme politique ; B2 : protestants et sectes ; B3 : autres églises et francs-maçons ; B4 : Juifs).

– Département C : internement, fichier central, presse (C1 : ressources humaines, fichage et dossiers ; C2 : internements préventifs et de protection ; C3 : presse et édition ; C4 : affaires du Parti nazi et ses organisations).

– Département D (institué durant la guerre) : territoires occupés et travailleurs étrangers en Allemagne (D1 : protectorat de Bohême-Moravie et résidents tchèques ; D2 : gouvernement général de Pologne et résidents polonais ; D3 : travailleurs étrangers ; D4 : répression dans les territoires occupés de l'Ouest, à savoir Pays-Bas, Belgique, France, Luxembourg, Norvège, Danemark).

– Département E : contre-espionnage et économie (E1 : contre-espionnage dans l'industrie du Reich ; E2 : problèmes économiques généraux ; E3 : questions économiques des pays de l'Ouest ; E4 : questions économiques des pays du Nord ; E5 : questions économiques des pays de l'Est ; E6 : questions économiques des pays du Sud).

– Département F : frontière du Reich et identité judiciaire (F1 : police des frontières ; F2 : passeports ; F3 : cartes d'identité ; F4 : police des étrangers).

– Département N : regroupement et centralisation des renseignements.

– Département P : relations avec les polices étrangères.

La Gestapo voit son budget augmenter considérablement, passant d'un million de Marks en 1933 à quarante millions en 1937.

---

1. Archives du procès de Nuremberg du centre national Jean Moulin, Bordeaux.

Sur la base des décrets du 28 février 1933 et du 8 mars 1934, elle peut emprisonner ou interner en camp de concentration qui bon lui semble, sans limite de durée, sans chef d'accusation et sans procès. L'absence de tout contrôle juridictionnel sur les agissements de la Gestapo est officiellement confirmée, le 10 février 1936, par une loi qui indique notamment que « les ordres et les affaires de la police secrète ne sont pas sujets à l'examen des tribunaux administratifs », loi qui ne fait que confirmer un avis de la Cour administrative de Prusse de 1935, selon lequel « une mise en détention décidée par la Gestapo ne peut être contestée devant un tribunal<sup>1</sup> ».

Chaque ville d'Allemagne a un poste de la Gestapo, dirigé par un inspecteur de la Police de Sûreté dont la mission oscille entre les renseignements généraux (rapport sur l'état moral de la population) et le traitement des dénonciations (80 % de son activité). La Gestapo dispose d'un vaste réseau d'informateurs et joue sur sa réputation de terreur, car ses effectifs sont faibles. À titre d'exemple, le bureau de Düsseldorf n'a que 281 agents pour 4 millions d'habitants, tandis que la ville d'Essen aligne 43 agents pour 650 000 habitants. À Cologne, on compte 69 membres de la Gestapo pour 750 000 habitants. La Gestapo, forte de 35 000 à 40 000 agents (sans compter les délateurs rétribués), ne développe pas un encadrement lourd de la population, en raison de celui déjà exercé par le Parti nazi.

Répartie à travers l'Allemagne, la Gestapo comprend 57 services régionaux, dont 21 postes principaux et 36 postes secondaires. La Kripo, qui, depuis 1936, forme avec la Gestapo la Sipo, dispose de 66 services régionaux, divisés en 20 postes principaux et 46 postes secondaires.

Le 27 septembre 1939, la Gestapo intègre l'Office central de Sécurité du Reich (RSHA). Himmler obtient en 1940 que les membres du RSHA ne relèvent que de la juridiction spéciale de la SS, ce qui ouvre la voie à l'arbitraire le plus total. Réunion de tous les organes de police et de sécurité du Reich, le RSHA se divise en sept services, dont les deux premiers s'occupent de la direction du personnel et de la gestion des finances. Les

---

1. Archives du procès de Nuremberg du centre national Jean Moulin, Bordeaux.

## *Création et organisation de la Gestapo*

cinq autres s'évertuent à remplir le plus efficacement possible la mission qui leur incombe. Ainsi, le troisième service – le service de sécurité du chef SS du Reich (SD) – s'occupe des affaires intérieures allemandes. Le quatrième n'est autre que la Gestapo, le cinquième, la police criminelle (Kripo) ; le sixième, la branche du SD en charge des affaires extérieures au territoire allemand, représente le contre-espionnage. Enfin, revient au septième service la lourde tâche de s'occuper du développement et de la défense de l'idéologie nazie. Les sept services sont tous indépendants les uns des autres et ne répondent qu'à la seule autorité de leur chef, Reinhard Heydrich, lui-même subordonné à Himmler.

Né à Halle en 1904, Reinhard Heydrich s'engage à dix-huit ans dans la marine où il devient officier de renseignement. Il en est chassé en 1931 pour avoir séduit une jeune fille qu'il refuse d'épouser. Il entre au Parti nazi en 1933 et devient l'adjoint d'Himmler, qui fonde pour lui le SD dont la sinistre réputation s'étendra à toute l'Europe. Il emploie bientôt 100 000 agents occasionnels et 3 000 à temps complet. Chef de la police politique de Munich, Heydrich joue un rôle important dans l'épuration de 1934 du Parti nazi. Il est nommé chef de toute la police allemande au sein du RSHA et organise le 9 novembre 1938 le plus terrible pogrom qu'a connu l'Allemagne. Commissaire général de la Gestapo pour tous les territoires occupés depuis 1940, il est blessé le 29 mai 1942 par des résistants tchèques et meurt le 4 juin.

Le fondateur de la première Gestapo, Hermann Goering, est né à Rosenheim le 12 janvier 1893. As de l'aviation allemande durant la Première Guerre mondiale, hostile à la République de Weimar, il s'engage dans une compagnie commerciale suédoise. En 1921, il suit des cours à l'université de Munich et entre en contact avec le Parti nazi. Il est blessé aux côtés d'Hitler à Munich en 1923 lors d'une manifestation nationaliste. Député du Reichstag (Parlement) en 1928, président du Reichstag en 1932, il facilite la prise du pouvoir national-socialiste. Ministre de l'Intérieur, Premier ministre de Prusse, ministre de l'Air, il supervise la Gestapo et prépare le réarmement allemand. Hitler le désigne comme son successeur. Après la campagne de France en mai-juin 1940, il est nommé maréchal du Reich. Chef suprême de l'économie

de guerre, il organise l'exploitation des territoires conquis. En avril 1945, ayant amorcé des négociations avec les Alliés, il est déchu de ses fonctions. Condamné à Nuremberg, il s'empoisonne avant d'être pendu, le 15 octobre 1946.

Heinrich Himmler voit le jour le 7 novembre 1900 à Munich. Il étudie l'agriculture à l'université de Munich et devient membre de l'Académie de droit allemand. Sous-chef des SS en 1927, puis chef des SS en 1928, il dirige également la propagande du nazisme jusqu'en 1930. Membre du Reichstag et du Conseil d'État prussien en 1933, il commande ensuite les forces de police allemande en 1936. En 1939, il devient sous-chef de l'administration du Reich. Hitler le charge de supprimer la résistance antinazie en Allemagne et dans les pays occupés. Il le fait sans pitié. En 1943, il occupe le poste de ministre de l'Intérieur. Après la formation du gouvernement Doenitz et la mort d'Hitler, Himmler se cache sous une fausse identité. Démasqué par les soldats britanniques à Bremervoerde, il est arrêté le 21 mai 1945. Le 23 mai, il avale une capsule de poison et meurt en quelques minutes.

Né le 28 avril 1900, Heinrich Muller, chef de la Gestapo de 1936 à 1945, n'est pas un nazi de conviction mais un opportuniste et un policier de carrière sans état d'âme. Lorsque Hitler prend le pouvoir le 20 janvier 1933, il est chef du Département politique de la police bavaroise à Munich. « Avant cette date, écrit Philippe Richardot, il a lutté indifféremment contre les communistes et les nazis. Son ralliement au nazisme n'est pas immédiat car il croit initialement que l'aventure hitlérienne ne durera pas. Ainsi, le 9 mars 1933, Muller recommande à ses supérieurs d'utiliser la force contre les nazis qui mettent fin illégalement au gouvernement du Land de Bavière. Le Gauleiter de Haute-Bavière, dans un rapport daté du 4 janvier 1937, le qualifie de nationaliste et de séparatiste bavarois, car il est membre du Parti populaire bavarois, et ajoute qu'«il n'est en aucun cas un national-socialiste». Muller ne s'inscrit au Parti nazi que le 31 mai 1939, sans pour autant être écarté. Il rejoint la SS pour intégrer le SD sous les ordres d'Heydrich. Deux ans plus tard, il devient chef des opérations de la Gestapo. Lors de la création du RSHA en septembre 1939, il est propulsé à la tête du département IV, soit la Gestapo et la police des frontières, avec le grade de

*Gruppenführer* (général). Muller est donc le n° 3 du système policier nazi, après Himmler et Heydrich. Cette promotion a plusieurs explications : Muller est compétent, discipliné, et n'est pas mêlé aux querelles du Parti nazi ; ce n'est donc pas un ambitieux à craindre pour les maîtres de l'appareil policier nazi, Himmler et Heydrich. Ensuite, il a la preuve que la mère d'Heydrich a des ascendances juives, ce qui est un moyen de pression non négligeable sur le jeune loup du SD. Muller se range sous la bannière d'Heydrich et devient auxiliaire du SD<sup>1</sup>. »

Dans la guerre génocidaire envisagée contre la Russie soviétique, Muller est l'un des rares volontaires à se présenter pour les groupes d'extermination des *Einsatzgruppen*. Une des particularités de la Gestapo est de coiffer le département B dont la section B4, dirigée par Adolf Eichmann, se charge de la répression contre les Juifs. Muller est donc un des principaux chefs du programme d'extermination des Juifs, mais il délègue cependant cette tâche à Eichmann afin de se consacrer surtout à sa mission policière contre les opposants de tous bords. En novembre 1942, il décapite le réseau de renseignement soviétique de l'Orchestre rouge. En août 1944, Muller oriente son action principale au sein du service de contre-espionnage. Il est vu pour la dernière fois dans le bunker du Führer à Berlin le 29 avril 1945. Son corps n'est pas retrouvé. Durant la Guerre froide, le bruit court qu'il travaille pour les services secrets américains, ce que la CIA affirme être de la désinformation soviétique. En 1961, le lieutenant-colonel Goloniewski, un Polonais collaborant avec les Occidentaux et l'Otan, informe les Américains que Muller aurait travaillé jusqu'en 1951 dans la police politique soviétique. Par la suite, il aurait quitté l'URSS pour se réfugier en Amérique latine. Après l'enlèvement de son ex-subordonné Eichmann par les Israéliens, le KGB aurait fait exécuter Muller pour qu'il ne parle pas. En réalité, la fin du chef de la Gestapo reste un mystère non élucidé.

Tentaculaire, le RSHA (Office central de Sécurité du Reich) dont dépend la Gestapo représente une administration démoniaque et quasi impériale, capable de surveiller et de maîtriser

---

1. Philippe Richardot, « Gestapo, l'instrument de la terreur, Axe-Alliés 1939-1945 », *Un monde en guerre*, n° 22, septembre-octobre 2010.

## *La Gestapo et les Français*

non seulement le pays tout entier, mais également les nombreux territoires que les nazis sont alors en passe d'occuper ou d'annexer. Le RSHA est présent partout, à l'intérieur et à l'extérieur du Reich. Rien n'échappe à cette nébuleuse bureaucratique aussi complexe qu'efficace. À ce propos, il est important de préciser que seul Heydrich – son concepteur avec Himmler – y évoluait comme un poisson dans l'eau, à la différence d'Ernst Kaltenbrunner, son successeur, qui ne réussira jamais à se dépêtrer d'un tel appareil répressif ni à le maîtriser totalement.

Heydrich fait constituer par ses services des dossiers concernant les plus hauts dignitaires nazis et même un sur le Führer. Et si l'on est en droit de se demander pourquoi personne n'a jamais trahi Heydrich, les témoignages faisant état de la barbarie de l'intéressé apportent une explication plus que convaincante. D'ailleurs, Heydrich fait de la cruauté sa marque de fabrique. Apparemment fragile, voire efféminé, cet homme qui ne peut regarder un interlocuteur dans les yeux affirme son autorité en se montrant capable d'une sauvagerie sans bornes. Son successeur, Ernst Kaltenbrunner, né en octobre 1903 à Rieds en Autriche, fait partie des premiers Autrichiens qui adhèrent au Parti nazi, dont il fut l'un des membres les plus fervents. Lors de l'Anschluss, il est nommé secrétaire d'État à la sûreté de l'Autriche. En mars 1938, il réussit à cumuler les fonctions de chef de police à Vienne, en Basse-Autriche et en Haute-Autriche. En 1943, il devient le bras droit d'Himmler. Arrêté en décembre 1945, il est jugé à Nuremberg. Il nie tout en bloc et se décharge sur Himmler de tous les crimes dont on l'accuse. Accusé d'avoir assisté à des exécutions dans les camps de concentration qui étaient sous ses ordres et d'avoir signé de nombreuses condamnations à mort, il est condamné à être pendu et exécuté le 16 octobre 1946.

Avec des chefs et des subalternes sans scrupules, la Gestapo va démontrer sa redoutable efficacité et sa puissance démoniaque dans la France occupée de 1940-1944.

## II

### IMPLANTATION DE LA GESTAPO EN FRANCE

#### Les contrastes de la France occupée et les débuts de la Résistance

Le 10 mai 1940, l'armée allemande passe à l'offensive sur le front occidental afin d'envahir les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg et la France. Le 22 juin, la France est contrainte de signer un armistice qui prend effet le 25. Les combats ont été acharnés, comme en témoigne l'énormité des pertes militaires : 92 000 soldats français tués ou disparus ainsi que 250 000 blessés, sans oublier 1 900 chars et 900 avions hors de combat, contre 49 000 soldats allemands tués ou disparus et 163 000 autres blessés, 1 800 panzers et 1 600 appareils détruits ou endommagés. À cela s'ajoutent 1 500 000 soldats français prisonniers, dont 1 100 000 capturés entre le 18 et le 25 juin 1940, suite à l'annonce radiophonique prématurée et catastrophique du maréchal Pétain, le 17 juin, de la cessation des combats, alors que l'armistice n'a pas été encore signé et ne prendra effet que plusieurs jours après.

La défaite militaire française de mai-juin 1940 marque une scission entre les partisans de l'armistice et du régime de Vichy et ceux qui décident de poursuivre la lutte aux côtés des Alliés. La majorité de la population pense surtout à survivre, en attendant des jours meilleurs.

L'une des dispositions les plus spectaculaires de la convention franco-allemande d'armistice du 22 juin 1940 est la création

d'une ligne de démarcation, coupant en deux le territoire français. Courant à peu près horizontalement de Genève à Tours, puis descendant par Angoulême et Mont-de-Marsan jusqu'à la frontière espagnole, elle sépare une zone d'occupation allemande d'une zone dite « libre ».

Théoriquement, la souveraineté du régime de Vichy doit demeurer entière sur l'ensemble du territoire. Mais, en zone Nord, le gouvernement français s'engage à faire appliquer par ses services les décisions des autorités allemandes. En zone Sud, où ne stationnent pas de troupes occupantes, Vichy est autorisé à conserver une petite armée de 100 000 hommes équipés d'armes légères.

En vérité, ces dispositions ont été conçues, de part et d'autre, comme un arrangement provisoire, dans la perspective d'une rapide défaite de l'Angleterre. Pendant plusieurs mois, le gouvernement du maréchal Pétain prépare activement son retour à Paris. Mais la poursuite de la guerre transforme cette coupure en véritable moyen de pression. Le passage de la ligne de démarcation n'est autorisé qu'à une infime minorité et la correspondance elle-même est limitée à des cartes postales sans enveloppe. Par ailleurs, contrairement aux conditions de l'armistice, l'Allemagne hitlérienne annexe les trois départements d'Alsace-Lorraine, délimite, d'Amiens à Dôle, deux zones, interdites et réservées, où les réfugiés ne peuvent rentrer, et rattache directement à l'autorité allemande de Bruxelles les départements du Nord et du Pas-de-Calais.

La ligne compromet les échanges économiques entre le Nord et le Sud. Elle permet également aux nazis d'avoir la haute main sur les industries de la zone occupée.

En décembre 1940, le maréchal Pétain renonce définitivement à rentrer à Paris, qui devient la capitale des ultras de la collaboration. Le régime de Vichy bouleverse l'échiquier politique traditionnel, interdit les partis issus de la III<sup>e</sup> République, favorise le développement de mouvements qui, à des degrés divers, soutiennent la Révolution nationale. Certains trouveront dans le « paternalisme » de Pétain l'aspiration à une France « traditionnelle ». D'autres chercheront leur « idéal » dans l'Allemagne hitlérienne ou l'Italie fasciste.

À l'égard de l'occupant allemand, la population française est dans sa large majorité attentiste. Nombreux sont ceux qui croient

## *Implantation de la Gestapo en France*

que l'Angleterre s'effondrera à son tour et qu'il convient, selon les directives du maréchal Pétain, « de vivre d'abord et d'attendre ensuite l'occasion de s'en sortir<sup>1</sup> ». Roger Landes, agent britannique en mission en Gironde, déclare que « Bordeaux, comme beaucoup d'autres villes de France à ce moment, était plutôt vichyste. La guerre semblait terminée pour les Français<sup>2</sup> ». Marc Leproux, résistant charentais, raconte que les jours qui suivirent la défaite de 1940 ne furent guère réconfortants : « Nous eûmes le triste spectacle de la foule se portant aux concerts ou aux parades donnés par les occupants. Il est vrai que bon nombre de personnes se rendaient là comme on va au cirque pour voir travailler des animaux savants. Les sourires moqueurs qui appréciaient la marche au pas de l'oie témoignaient que le mal était moins profond qu'on aurait pu le croire. Du reste, des réactions parfois assez vives se produisirent au lendemain même de l'invasion<sup>3</sup>. »

Un rapport, établi dès le mois d'août 1940 par l'occupant, constate que « l'opinion française, trop marquée par le choc de la défaite puis par les premières difficultés de la vie quotidienne, ne fait que cacher son hostilité à l'Allemagne<sup>4</sup> ».

L'officier de la Gestapo Herbert Hagen est tout aussi prudent : « De mon séjour en France, j'ai rapporté l'impression que la population n'était pas hostile à la politique de collaboration sagement appliquée... L'administration en général et la police travaillaient normalement. L'activité communiste était limitée. Il paraissait clair que si l'Allemagne donnait à la France la possibilité d'occuper une place importante dans la constellation européenne, tant dans le domaine politique que dans le domaine économique, les plus grands espoirs étaient permis. Toutefois, il fallait agir avec prudence, car tout acte politique ou de propagande mal dirigé qui toucherait au tempérament national français provoquerait une résistance passive qui pourrait devenir le signe précurseur de la résistance active<sup>5</sup>. »

- 
1. Archives du centre national Jean Moulin, Bordeaux.
  2. Archives du centre national Jean Moulin, Bordeaux.
  3. Archives du centre national Jean Moulin, Bordeaux.
  4. Archives du centre national Jean Moulin, Bordeaux.
  5. Archives du centre national Jean Moulin, Bordeaux.

Tout change avec l'évolution de la guerre. Un rapport de police de Vichy, daté de novembre 1942, constate que « la population semble de plus en plus acquise à la cause de la Résistance et à la victoire des Alliés. Les actes hostiles contre l'occupant ne cessent de se multiplier<sup>1</sup> ». Un rapport militaire allemand estime même qu'« en cas de dégradation de la situation, on peut s'attendre à un soulèvement populaire qui montrera non pas un peuple français fatigué mais des gens d'un tempérament enflammé<sup>2</sup> ».

Si la majorité de la population est maréchaliste ou attentiste en 1940, elle évolue à partir de 1942, et supporte de plus en plus mal la présence des Allemands et le régime de Vichy. Les premiers actes isolés de la Résistance se manifestent dès le début de l'Occupation. Un petit nombre de patriotes, meurtris par la défaite, refusent de se courber devant l'occupant et d'adhérer à la politique de collaboration du gouvernement de Vichy. Le 22 août 1940, Raoul Armat est arrêté pour avoir saboté un camion allemand. Un rapport de police du 28 août 1940 indique que la population (y compris les agents de police) n'est pas assez respectueuse vis-à-vis des troupes d'occupation. La Résistance est présente le 29 août dans les salles de cinéma lorsque le public applaudit les passages des actualités dans lesquels sont montrées les troupes alliées. Dans le même sens, le 8 septembre 1940, les officiers allemands se plaignent qu'à certains passages de *Carmen* de Bizet, où l'on parlait des Britanniques, des spectateurs se mettent à applaudir inconsidérément.

Le 17 juin 1940, Jean Moulin, préfet d'Eure-et-Loir, est arrêté à Chartres par les Allemands. Résistant à la torture, il préfère se trancher la gorge plutôt que de signer un protocole rendant coupable l'armée française d'exactions perpétrées en réalité par les Allemands. Il réintègre ses fonctions. Le 2 novembre 1940, relevé de son poste par Vichy, il gagne la zone libre. Il rejoint Londres en octobre 1941, puis se voit chargé par le général de Gaulle d'unifier la Résistance intérieure.

Très rares cependant sont ceux qui ont entendu le célèbre appel du 18 juin 1940, lancé par le chef de la France libre. Guy

---

1. Archives du centre national Jean Moulin, Bordeaux.

2. Archives du centre national Jean Moulin, Bordeaux.

N° d'édition : L.01EUCN000384.N001  
Dépôt légal : janvier 2013

